

Rapport d'activités 2024



Cofinancé par
l'Union européenne



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



Lire et Ecrire Wallonie picarde

Rapport d'activités 2024

Table des matières

Introduction.....	3
Déploiement de l'action en 2024	4
Accueillir, orienter, former : une présence territoriale consolidée	4
Agir dans la complexité : réalités sociales et réponses collectives	5
38 nationalités, 35 langues maternelles : un monde dans nos groupes.....	5
Répondre à la complexité : articulation pédagogique et sociale	6
Pédagogie, émancipation, éducation permanente	6
Sorties de formation : des chiffres... et des chemins de transformation.....	9
Sensibiliser, faire entendre, rendre visible l'illettrisme	10
L'équipe	11
Financements par projets : renforcer, ajuster, innover	12
CISP – Centre d'Insertion Socio Professionnelle (agrément 2023-2028)	12
APRPS – Lever les freins pour s'alphabétiser en Wapi (2023-2024)	12
APRC2 – Parcours de renforcement des compétences (2023-2024)	12
FSE+ – Alphabétisation et inclusion des publics vulnérables (2021-2025/2026-2027)	13
AMIF – Apprentissage de la langue française Alpha-FLE (2021-2025/2026-2027)	13
Convention Région wallonne Alpha (2024-2025 ?).....	13
Éducation permanente – Mouvement d'éducation permanente (2024-2028)	13
Travailler dans et avec le Mouvement	14
Conclusion	15

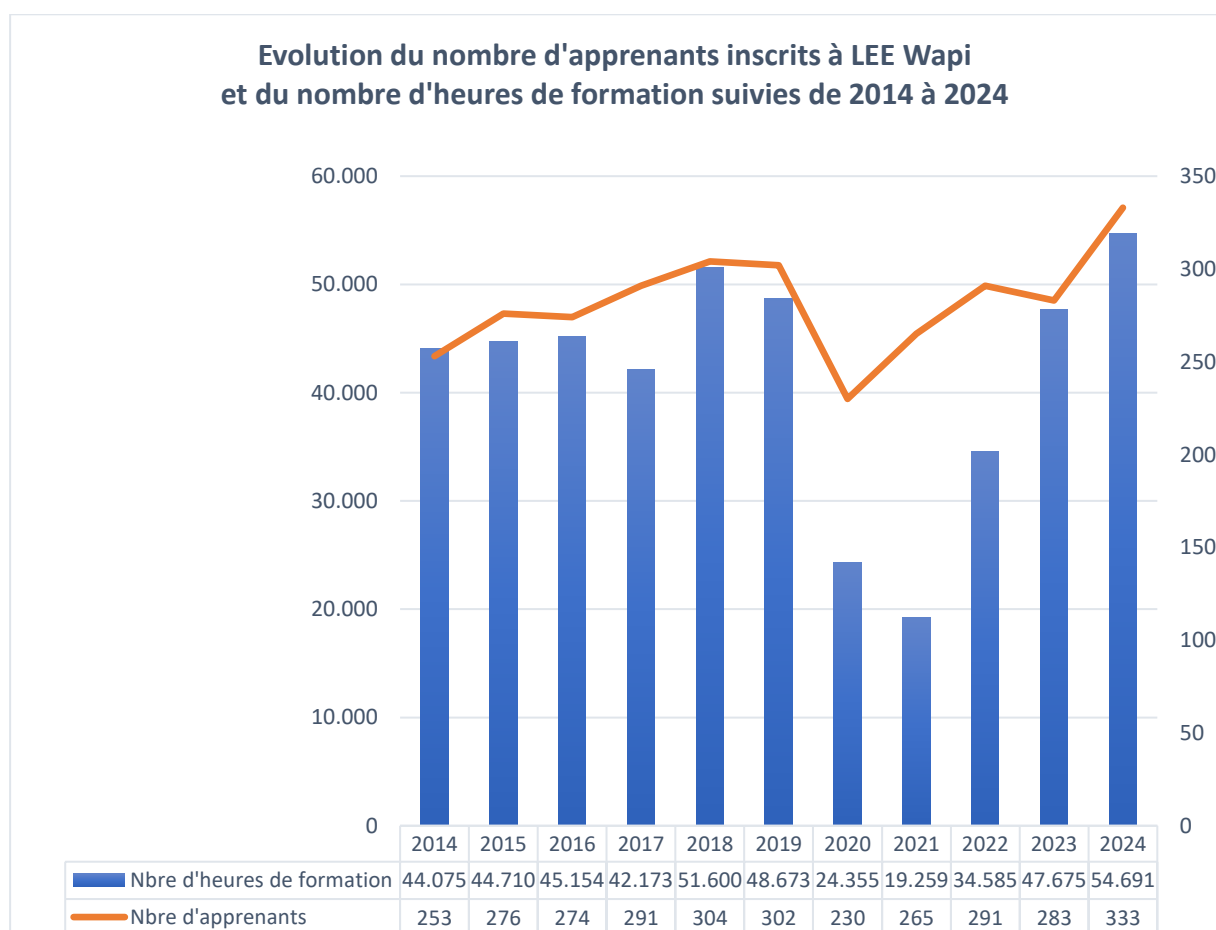
Ce rapport s'inscrit dans une démarche d'expérimentation responsable de l'IA. ChatGPT a été utilisé comme soutien à la structuration, à la reformulation et à la clarification de certains contenus, sans renoncer à la relecture critique ni à la responsabilité éditoriale humaine.

Introduction

En 2024, Lire et Écrire Wallonie picarde a franchi un seuil symbolique : 333 adultes ont été accompagnés en formation, soit une hausse de 18 % par rapport à 2023, et le plus haut niveau jamais atteint en 40 ans d'existence. Plus de 54.000 heures de formation ont été organisées (chiffre record également), dans un contexte de pression croissante sur l'équipe, les budgets et les publics.

Si ces chiffres traduisent un effort collectif soutenu, ils révèlent aussi l'ampleur du chemin qu'il reste à parcourir. En Wallonie picarde, près de 25.000 adultes sont potentiellement concernés par l'illettrisme. En accompagner 333, c'est tenir une ligne de front, mais aussi constater l'ampleur du non-recours et de l'invisibilisation, malgré les enjeux démocratiques, sociaux et humains de cette question.

Ce rapport d'activités donne à voir, chiffres à l'appui, ce que permet un travail de fond, de proximité et de conviction, mais aussi ce qu'il risque de ne plus permettre demain, si les orientations politiques, les moyens financiers et les conditions de travail ne sont pas à la hauteur des enjeux.



Déploiement de l'action en 2024

Accueillir, orienter, former : une présence territoriale consolidée

En 2024, Lire et Écrire Wallonie picarde a reçu 267 personnes en demande de formation. Cela a donné lieu à 188 entretiens d'accueil, menant à 107 nouvelles inscriptions effectives. Ces chiffres traduisent la solidité de notre ancrage territorial et notre capacité à rendre notre offre visible et accessible, grâce à un réseau de plus de 60 partenaires impliqués dans l'orientation vers notre ASBL au cours de l'année : CPAS, Forem, centres d'accueil pour demandeurs d'asile, services d'insertion, associations de proximité...

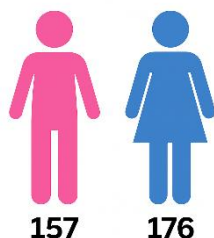
Nos 22 groupes de formation ont été organisés dans 8 communes (Ath, Beloeil, Bernissart, Lessines, Mouscron, Péruwelz, Tournai et Leuze, au sein de l'ETA Le Rucher), selon un modèle à entrées et sorties permanentes. Cette organisation souple et territorialisée permet de rejoindre les publics là où ils sont, dans des lieux connus et accessibles, et favorise ainsi l'assiduité, l'ancrage et la régularité.

La diversité des lieux de résidence des apprenant.es confirme la pertinence de ce maillage : des personnes inscrites proviennent de 20 communes sur les 23 que compte la Wallonie picarde. Les pôles urbains de Tournai (126 inscrits) et Mouscron (92) concentrent logiquement une majorité d'inscriptions, mais des communes rurales comme Péruwelz (15), Bernissart (14), Ath (13), Leuze-en-Hainaut (9) ou Lessines (7) sont également bien représentées. Cette répartition illustre un accès relativement large à l'alphabétisation sur le territoire, tout en rappelant que l'accessibilité géographique reste un enjeu important.



Agir dans la complexité : réalités sociales et réponses collectives

En 2024, 333 personnes ont suivi une formation au sein de notre ASBL, avec une moyenne de 215 apprenants présents chaque semaine. Parmi elles, 176 femmes, 157 hommes et un âge médian de 41 ans. Si les 25-54 ans restent les plus nombreux, nous avons aussi accompagné 33 jeunes adultes (18-24 ans) et 9 personnes de plus de 65 ans – signe que le besoin ou le désir d'apprendre traverse les générations.



Nos groupes reflètent une réalité sociale complexe et mouvante, marquée par la précarité, les parcours migratoires et les inégalités structurelles. Près de 60 % des apprenants sont de nationalité étrangère, souvent sans statut stable ni droits sociaux. Plusieurs vivent en centres Fedasil ou Croix-Rouge, parfois dans des conditions d'extrême fragilité. Pour ces personnes, apprendre le français (surtout à l'oral) devient un enjeu vital : pour comprendre, se faire comprendre, défendre ses droits.

Dans ce contexte, l'accompagnement ne peut se limiter à la transmission d'apprentissages. Il doit aussi répondre à une urgence humaine : celle de faire place à chacun.e, quelle que soit son histoire.



38 nationalités



35 langues

38 nationalités, 35 langues maternelles : un monde dans nos groupes

Les diversités culturelle et linguistique se sont encore accentuées cette année : 38 nationalités et 35 langues maternelles ont été recensées.

Parmi les personnes non belges, les origines se répartissent comme suit :

- Moyen-Orient et Proche-Orient : 85 personnes, majoritairement de Syrie (64), d'Irak (10) et de Palestine (10)
- Afrique du Nord : 27 personnes, du Maroc (24) et d'Algérie (3)
- Afrique subsaharienne : 47 personnes, issues de pays francophones ou multilingues comme la Guinée (12), la Somalie (8), la Côte d'Ivoire (5), le Cameroun, la RDC ou le Sénégal
- Europe (hors Belgique) : 24 personnes, de France (13), d'Italie (7), d'Ukraine (3) et d'Europe de l'Est
- Autres régions ou statuts particuliers : 7 personnes, dont certaines apatrides ou venues du Cambodge ou de la République Dominicaine.

Cette diversité se traduit par une grande richesse linguistique, mais aussi par des défis pédagogiques importants. Les langues les plus parlées sont :

- Arabe : 146 personnes
- Français : 89 personnes
- Pachto : 18, Somali : 10, Peul : 7, Malinké : 5, Berbère et Persan (Dari) : 4 chacun, Turc, Portugais : 3 chacun

Une vingtaine d'autres langues (Lingala, Dioula, Kirundi, Tigrinya, Swahili, etc.) témoignent de la complexité et de la richesse des parcours.

Cette pluralité impose d'adapter constamment les méthodes, en particulier dans les groupes d'alpha oral, mais elle nourrit aussi une dynamique interculturelle précieuse, où nous devons être attentifs à ce que chaque langue d'origine puisse être reconnue comme légitime et porteuse de savoirs.

Répondre à la complexité : articulation pédagogique et sociale

Face à cette réalité, nous avons structuré notre accompagnement autour d'une articulation forte entre travail pédagogique et soutien psychosocial, afin de maintenir une présence régulière, prévenir les ruptures et assurer un accompagnement cohérent. Concrètement :

- Environ 40 suivis individuels sont assurés chaque mois
- 200 dossiers sociaux ont été constitués
- Des réunions mensuelles de coordination croisent les regards pédagogiques et psychosociaux
- Des tableaux de bord mensuels nous permettent de suivre en temps réel les absences, interruptions et parcours

Ces dispositifs nous ont permis notamment de stabiliser le taux de présence à 70 % en moyenne, et même 77 % dans la filière CISP. Surtout, ils ont renforcé la cohérence collective de notre action et la capacité de l'équipe à faire face ensemble à des situations souvent complexes.

Pédagogie, émancipation, éducation permanente

Notre approche pédagogique dépasse largement la transmission des savoirs de base. Elle vise la reprise de pouvoir d'agir, l'ouverture au monde et à la citoyenneté. C'est dans cette perspective que nous intégrons l'éducation permanente comme une composante à part entière du parcours d'alphabétisation.

En 2024, de nombreux groupes ont mené des projets collectifs ancrés dans leur quotidien, donnant du sens aux apprentissages et renforçant la confiance en soi et l'esprit critique :

- ateliers artistiques (écriture, marionnettes, théâtre d'ombres, chansons, création textile) ;
- spectacles et expositions publiques (Tournai – MDAE et TAMAT, troupe du Préau à Bernissart, Arrêt 59 à Péruwelz, Printemps de l'alpha à Namur) ;
- actions citoyennes (droit de vote, égalité femmes-hommes, logement, accès au numérique, tri des déchets) ;
- découvertes culturelles (musées, expositions, bibliothèques, balades poétiques) ;
- mobilités intergroupes, pour apprendre à lire un horaire de train, s'orienter, raconter une expérience vécue.

Les rencontres entre groupes ont constitué un axe fort de l'année. Organisées entre apprenants de différentes villes ou antennes (Mouscron, Tournai, Péruwelz, Ath, etc.), elles ont permis de tisser des liens, de sortir de son cadre habituel, et de valoriser les compétences acquises en formation. Préparer

la venue d'un autre groupe, faire découvrir sa ville, choisir un itinéraire, prévoir un accueil... sont autant d'occasions d'apprendre concrètement. Les apprenants ont ainsi travaillé la lecture d'un horaire de train, la planification de trajets, la recherche d'informations pratiques (tarifs, lieux, horaires), mais aussi la prise de parole pour raconter une visite ou une expérience vécue.

Ces projets de mobilité, construits sur l'idée d'un apprentissage par la rencontre, ont permis de conjuguer compétences langagières, savoir-faire numériques, autonomie dans les déplacements, et renforcement de l'estime de soi.



Les moments de convivialité ont également été mis à l'honneur, avec des activités festives comme le goûter animé ou la Fête des voisins, organisés pour la seconde année consécutive. Cette dernière a permis la rencontre entre apprenants, habitants du quartier et travailleurs d'associations voisines autour d'un goûter partagé, de jeux en bois, de créations artistiques (fanions qui serviront pour les 40 ans de Lire et Écrire), dans une ambiance chaleureuse et solidaire. Ces moments sont essentiels : ils renforcent le sentiment d'appartenance, donnent une place à chacun, favorisent les échanges informels et renforcent la dynamique collective.



La collaboration avec d'autres associations locales a aussi enrichi ces dynamiques. Avec la Plateforme pour l'interculturalité de Tournai (PIT), plusieurs actions ont une nouvelle fois vu le jour : participation à la Fête de la diversité, création d'une œuvre collective sous forme de fresque participative, et engagement dans le tournoi de football interculturel, avec deux équipes mixtes composées d'apprenants, de formateurs et d'enfants.



Les ateliers d'été ont par ailleurs accueilli, pour ceux qui le souhaitaient, les enfants des apprenants. Ils ont favorisé les échanges entre générations et entre cultures, dans une ambiance conviviale et créative. En mêlant chant, fabrication de cosmétiques maison, techniques textiles et expérimentations artistiques, ils ont permis de renforcer les compétences de base tout en créant du lien. La dimension intergénérationnelle, volontairement intégrée dans la conception des ateliers, a permis à chacun (adultes comme enfants) de transmettre, de découvrir et d'apprendre ensemble, dans une logique de coopération et d'entraide.

L'éducation permanente joue ici un rôle central : elle soutient l'émancipation individuelle et collective, donne visibilité à ce qui est souvent tu, et ouvre des chemins de transformation sociale. En liant les apprentissages à l'expérience vécue, en valorisant la parole des apprenants, en multipliant les occasions d'agir collectivement, elle inscrit l'alphabétisation dans une dynamique de changement, à la fois intime et sociale.



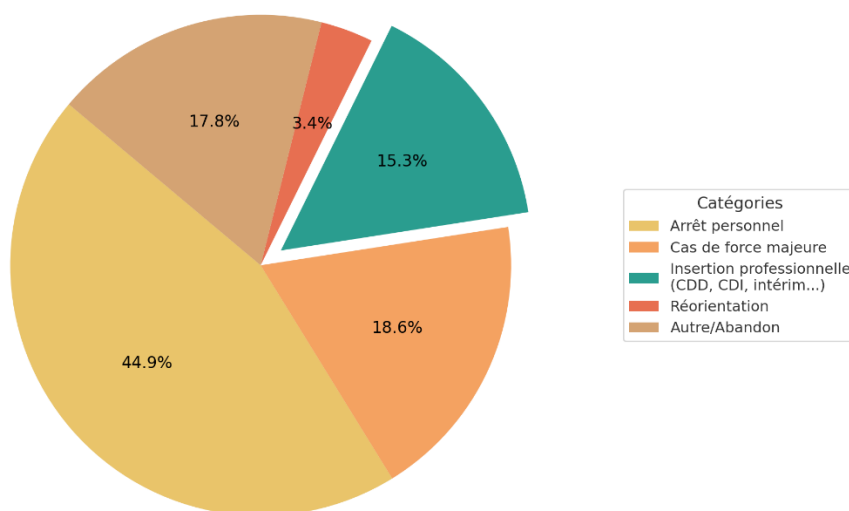
Sorties de formation : des chiffres... et des chemins de transformation

En fin de parcours, les indicateurs classiques peinent à traduire l'impact réel : sur 107 sorties en 2024, 53 ont eu lieu pour des raisons personnelles, 22 pour cas de force majeure, et 7 sans nouvelles. Malgré un renforcement de l'accompagnement psychosocial, ces chiffres démontrent une nouvelle fois que se maintenir en formation, pour beaucoup, relève déjà d'un combat quotidien.

En parallèle, 16 personnes ont accédé à un emploi (CDD, CDI, intérim), 3 ont poursuivi une formation, et une a été orientée vers un accompagnement spécialisé. Par ailleurs, rappelons que certain.es apprenant.es sont déjà à l'emploi et accèdent à la formation via un dispositif particulier (comme à l'ETA Le Rucher), via le dispositif CEP (congé éducation payé) ou en alternance avec des missions d'intérim. Formation et emploi ne s'opposent pas : ils se conjuguent dans des parcours souvent précaires, mais profondément engagés.

Ces sorties dites « positives » restent minoritaires au regard des chiffres, mais elles ne disent pas tout des transformations vécues : oser parler, se déplacer seul.e, comprendre un document, demander un droit, créer du lien. C'est souvent là que se joue l'essentiel. Pour les personnes étrangères, la formation est aussi un espace d'intégration dans le pays d'accueil : comprendre les codes, s'orienter dans les institutions, participer à la vie locale, faire valoir ses droits. Pour toutes et tous, la formation devient un tremplin pour agir sur son environnement : interpellier un service, défendre une idée, s'engager dans un collectif, créer du lien.

Répartition des motifs de sortie en 2024 - Lire et Écrire Wapi (n=118)



Sensibiliser, faire entendre, rendre visible l'illettrisme

L'illettrisme touche potentiellement une personne sur dix en Wallonie picarde. Et pourtant, il reste une réalité méconnue, banalisée, parfois niée. Le rendre visible, en faire comprendre les causes et rappeler ce qu'il produit en termes d'exclusion, de non-recours et d'injustices, fait partie intégrante de notre mission.

En 2024, nous avons animé de nombreuses séances de sensibilisation, touchant 179 professionnel.les issu.es de secteurs variés : CPAS, maisons médicales, bibliothèques, institutions culturelles, opérateurs de formation, enseignement, services sociaux ou administrations communales. Ce travail a été mené notamment dans le cadre des Réseaux Alpha de Mouscron, Tournai et Ath, en partenariat avec l'IBEFE Wapi et la Plateforme Alpha Wapi.

Au-delà de la sensibilisation, nous avons également accompagné les professionnels dans l'adaptation concrète de leur communication (signalétique, courriers, affiches...), en nous inspirant des principes du FALC (français facile à lire et à comprendre). Car l'enjeu n'est pas seulement de repérer les situations d'illettrisme, mais aussi de modifier l'environnement pour qu'il devienne plus lisible, plus accessible et moins discriminant.

En parallèle, le groupe « Expert », composé d'apprenants et d'ex-apprenants, a poursuivi son travail de réflexion et de coconstruction : participation à la refonte de notre stratégie d'accueil, préparation de futures actions de sensibilisation à destination du grand public.

Cette dynamique s'est également incarnée dans des espaces publics de parole, notamment lors du Forum des projets du CHOQ, à l'occasion du 8 septembre. Nous sommes intervenus pour rappeler que l'illettrisme n'est pas un problème individuel, mais bien un enjeu collectif, social et politique, qui questionne l'organisation même des services et concerne chaque acteur de notre territoire.



Enfin, une rencontre avec des membres de la nouvelle majorité communale à Tournai a permis de valoriser notre action et d'en montrer les retombées concrètes pour le territoire. Il s'agissait notamment de rappeler que les financements européens que nous avons mobilisés, FSE+ et AMIF, permettent de renforcer l'accès aux droits, d'améliorer la vie de nombreux concitoyens, et de soutenir des emplois utiles et ancrés localement. Nous souhaitons que ce premier échange puisse déboucher, en 2025, sur de véritables collaborations locales, au service d'une société plus inclusive.

L'équipe

En 2024, Lire et Écrire Wallonie picarde comptait 19 salarié.es et 8 volontaires. En termes d'emploi salarié, cela représente 16,75 équivalents temps plein effectifs, avec 14 femmes et 5 hommes. L'équipe conjugue des profils diversifiés, une ancienneté marquée (plus de la moitié des membres en poste depuis plus de 10 ans), et une forte implication collective dans les projets.

Chaque membre de l'équipe a suivi au moins une formation au cours de l'année, pour un total de près de 1.000 heures. Les thématiques abordées reflètent les enjeux rencontrés au quotidien : posture interculturelle, oralité en alphabétisation, violences faites aux femmes, création sonore, numérique, ...

La mise au vert d'octobre à Saint-Idesbald, organisée sur trois jours, a permis à toute l'équipe de prendre du recul, de renforcer la cohésion, et de réfléchir ensemble à des pistes d'actions à mener en 2025, année marquant les 40 ans d'existence de notre ASBL.

Enfin, une consultation sur les risques psychosociaux est prévue en janvier 2025. Elle donnera lieu à un plan d'action partagé présenté en juin, en cohérence avec notre volonté de maintenir l'équilibre entre santé des personnes, pérennité de l'ASBL, et qualité des missions menées.



Financements par projets : renforcer, ajuster, innover

Notre action repose sur un montage financier complexe, mobilisant des dispositifs complémentaires émanant de la Région wallonne, de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de l'Union européenne. En 2024, ces financements ont permis de renforcer notre action, de l'ajuster aux réalités des publics, et d'innover au plus près des besoins du territoire.

CISP – Centre d'Insertion Socio Professionnelle (agrément 2023-2028)

- 165 stagiaires en 2024 (+14 % par rapport à 2023)
- 36.340 heures de formation (+15% par rapport à 2023)
- Accompagnement global : formation, guidance, suivi individuel
- Partenariats étroits : CPAS, Forem, ...

Le dispositif reste fondamental dans notre modèle, mais les annonces de réforme du financement et de l'évaluation des CISP interrogent la reconnaissance réelle du travail mené.

APRPS – Lever les freins pour s'alphabétiser en Wapi (2023-2024)

Dans le cadre du Plan de relance de la Wallonie, en complément de l'agrément CISP, ce projet « Renforcement psychosocial » a permis de faciliter l'accès à la formation pour les personnes les plus précarisées, en renforçant l'accompagnement psychosocial et en facilitant l'entrée en formation.

- +27 % de nouvelles entrées en formation par rapport à 2023
- Hausse du taux de présence en CISP (de 71 % à 77 %)
- Déploiement d'outils de pilotage durables (dossiers sociaux, tableaux de bord)
- Mobilisation de partenaires et renforcement des synergies locales

Ce projet soutenait également nos actions de sensibilisation à l'illettrisme auprès des acteurs de première ligne.

APRC2 – Parcours de renforcement des compétences (2023-2024)

Dans le cadre du Plan de relance de la Wallonie également, ce projet pilote, mené en partenariat avec le Forem Formation, visait à favoriser l'accès à la formation qualifiante pour des personnes peu ou pas scolarisées, par un accompagnement renforcé au sein même du centre de formation (menuiserie, plafonnage, soudure, logistique...).

- 10 stagiaires accompagnés
- Modules individualisés axés sur les compétences de base (lecture, écriture, oralité, mathématiques, préparation au test VCA)
- Suivi psycho-social intégré et coordination avec les formateurs techniques
- 5 stages réalisés, 2 accès à l'emploi, 2 poursuites de formation
- Nouvelle candidature déposée dans le cadre de l'APRC3 (secteur industriel – soudure)

Ce projet a renforcé les synergies entre formation qualifiante proposée par Forem Formation et formation alpha, dans une logique de décroisement et d'individualisation des parcours.

FSE+ – Alphas et inclusion des publics vulnérables (2021-2025/2026-2027)

- 26 personnes formées, 3.221 heures de formation
- Publics fragilisés, dont usagers de la santé mentale
- Approche individualisée, mixité culturelle, autonomie renforcée

Inscrit dans la programmation européenne 2021-2027, ce projet articule apprentissages, inclusion sociale et accompagnement global.

AMIF – Apprentissage de la langue française Alpha-FLE (2021-2025/2026-2027)

- 98 ressortissants de pays tiers formés (13.991 heures)
- 61 nouveaux stagiaires en 2024
- Approches variées : citoyenneté, numérique, poésie, mobilité, etc.

Inscrit dans la programmation européenne 2021-2027, ce projet est essentiel pour des publics portant des séquelles de leur parcours migratoire, vivant la plupart du temps dans un contexte d'instabilité administrative et sociale, avec un taux de présence moyen de 59 %, révélateur des difficultés vécues.

Convention Région wallonne Alpha (2024-2025 ?)

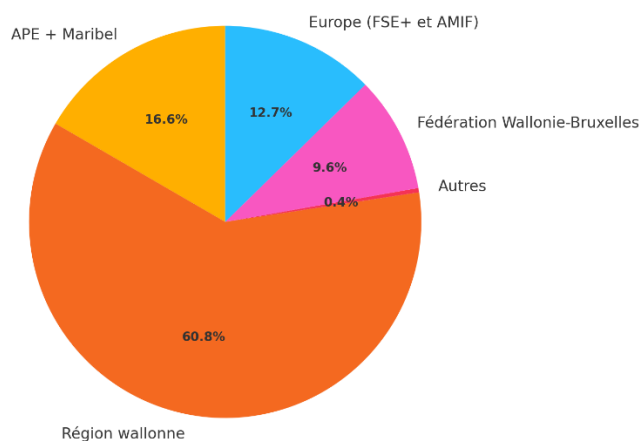
- 267 personnes accueillies, 188 entretiens, 107 nouvelles inscriptions
- Soutien fondamental à l'accueil, à l'orientation et à la formation des personnes travailleuses ou non-demandeuses d'emploi, et des personnes étrangères ou d'origine étrangère
- Formations décentralisées, ancrées territorialement
- Soutien direct à nos actions de sensibilisation

Éducation permanente – Mouvement d'éducation permanente (2024-2028)

- 11 activités reconnues, 436 heures, plus de 200 participant.es
- Projets citoyens et culturels : théâtre d'ombres, marionnettes, ateliers d'été, créations textiles...
- Actions autour de l'actualité, du numérique, de l'accès à l'information et des droits
- Production de contenus visibles, renforcement du pouvoir d'agir

L'ensemble de ces projets forme l'ossature de notre action. Ils permettent d'adapter notre offre, de soutenir des approches transversales et de garantir une inscription locale, sociale et solidaire de l'alphabétisation. Ils montrent aussi notre capacité à aller chercher des financements utiles pour le territoire et ses habitants.

Recettes 2024 par financeur - Lire et Ecrire Wapi



Travailler dans et avec le Mouvement

En 2024, notre implication dans les dynamiques du Mouvement Lire et Écrire s'est traduite par des actions concrètes, utiles et partagées, à la fois pédagogiques, politiques et institutionnelles.

Nous avons participé au Salon d'échanges de pratiques pédagogiques organisé à Namur en octobre. Cette journée a permis à plus de cent professionnels des régions wallonnes et des centres alpha bruxellois de présenter les outils qu'ils et elles utilisent sur le terrain : jeux, supports visuels, réalisations en 3D... autant de façons d'aborder les savoirs de base dans une démarche d'émancipation. Ces temps d'échange nous permettent de nourrir nos pratiques, de nous inspirer et de nous reconnaître dans une vision commune.

Nous avons également relayé localement la campagne portée autour du 8 septembre, à destination des communes, avec cinq pistes concrètes pour rendre leurs services plus accessibles aux personnes illettrées. Ce plaidoyer a donné lieu à des échanges avec les autorités locales, notamment à Tournai.

Le Printemps de l'alpha, organisé le 28 mai à Namur, a rassemblé près de 400 apprenant.es, dont plusieurs groupes de Wapi. Cette journée a permis de renforcer les liens entre régions, de valoriser les compétences acquises et de réaffirmer la place des apprenant.es dans l'espace public.

Dans le cadre de la campagne « Les oubliés du numérique », nous avons participé à une démarche collective coordonnée par Unia, la Ligue des droits humains, Lire et Écrire Communauté française et le Service de lutte contre la pauvreté, visant à saisir le Comité européen des droits sociaux sur les effets discriminants de la digitalisation. Une première réunion intersectorielle a eu lieu en octobre, et nous contribuerons à cette réclamation par des témoignages concrets issus de notre terrain.

En mai, le Collège des directions a décidé de s'impliquer dans la délivrance d'attestations linguistiques dans le cadre de l'acquisition de la nationalité pour les personnes analphabètes. Un groupe de travail temporaire, dont Lire et Écrire Wapi faisait partie, a travaillé à faire correspondre notre test de positionnement avec les niveaux du Cadre européen commun de référence pour les langues, afin d'assurer des pratiques partagées et cohérentes.

Enfin, notre équipe a participé aux travaux menés avec Lire et Écrire Communauté française sur la digitalisation du cadre de référence pédagogique. À travers plusieurs groupes de travail appelés «sprints», nous avons apporté notre contribution à cet enjeu de numérisation adaptée aux réalités de l'alphabétisation populaire, en lien avec les pratiques et les besoins des équipes de formation.

Dans le prolongement de ces actions, le Mouvement a publié en amont des élections un cahier de revendications à destination des partis politiques, affirmant une vision forte : celle d'une alphabétisation pensée comme un droit fondamental, un levier d'égalité et une priorité démocratique.

Conclusion

Exercer un métier lié à l’alphabétisation, et en particulier celui de formateur, devient de plus en plus exigeant. Il ne s’agit pas seulement d’accompagner les apprentissages de base, mais aussi de décoder des parcours, de rassurer, d’orienter, de créer du lien, de travailler en équipe et de nouer des partenariats sur le territoire. Ce sont des métiers qui exigent rigueur, engagement et créativité.

Je tiens ici à saluer l’engagement de chaque membre de l’équipe, salarié ou volontaire qui, au service du projet de Lire et Ecrire Wapi, porte ce travail avec conviction, exigence et humanité. C’est l’implication de toutes et tous au quotidien qui rend possible les actions présentées dans ce rapport.

Mais cette exigence a un prix : humain, organisationnel, et en termes de sens. Chaque heure de formation demande du temps de préparation, de coordination, de suivi administratif. Chaque accompagnement mobilise des compétences multiples, de l’attention, de l’énergie... et parfois entraîne de la fatigue, voire de l’épuisement. Nous ne pourrions pas aller plus loin, plus vite, plus fort si les politiques publiques ne reconnaissent pas ce que représente aujourd’hui le travail d’alphabétisation dans toute sa complexité.

Alors que les gouvernements élus en 2024 redéfinissent les priorités en matière d’emploi et d’insertion, nous rappelons que l’alphabétisation n’est ni un luxe, ni un simple levier d’employabilité. Elle est un droit fondamental, une condition d’accès à tous les autres droits, un enjeu démocratique majeur. Elle mérite des politiques ambitieuses, stables et justes.

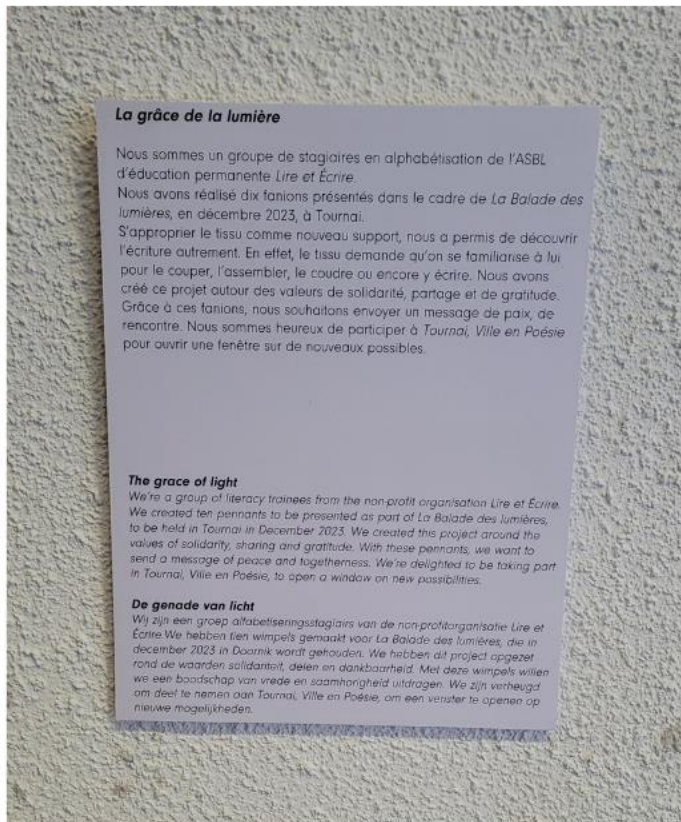
Pourtant, à l’heure où se clôture l’année, de nombreuses incertitudes pèsent sur la continuité et le sens de notre action. La réduction de la subvention CISP de 2%, sa non-indexation, et l’annonce d’une refonte de la convention Alpha « à partir d’une page blanche » sans cadre clair interrogent fortement la reconnaissance et la pérennité de nos missions. À cela s’ajoute l’absence de perspectives claires pour la suite des projets FSE+ et AMIF, qui arrivent à échéance fin 2025, alors même que les besoins ne cessent de croître. Cette incertitude affecte autant les finances que la stabilité des équipes et la continuité des parcours pour les publics les plus fragiles.

Par ailleurs, la volonté croissante de mesurer l’efficacité des dispositifs uniquement à travers des indicateurs quantitatifs fait abstraction des réalités du terrain, des temporalités d’apprentissage, et de l’impact global sur les personnes. Ce rétrécissement du regard risque de vider de leur sens nos pratiques d’alphabétisation, d’accompagnement et d’émancipation. Dans ce contexte déjà tendu, les réformes annoncées du chômage frapperont de plein fouet une partie de nos apprenants¹, notamment les cohabitants sans revenus propres, aggravant encore la précarité et l’instabilité.

Face à ces tensions, nous affirmons notre cap. L’année 2024 a confirmé la solidité de notre action et la cohérence de nos choix : territorialisation, accompagnement global, articulation des dispositifs, travail en partenariat, implication active de l’équipe et des apprenants. Dans un contexte de pressions budgétaires, de précarisation des publics et d’incertitudes politiques majeures, nous avons tenu bon et même renforcé notre action.

En 2025, nous poursuivrons notre mission avec la même exigence : défendre une vision de l’alphabétisation comme un droit et un levier d’émancipation, continuer à nous adapter aux réalités mouvantes du terrain, mais sans jamais renoncer à nos valeurs. C’est cette constance dans les valeurs et dans les pratiques qui nous permettra de traverser les incertitudes, de maintenir un cap clair, fidèle à notre mission, profondément ancré dans la justice sociale et l’humanité.

¹ Parmi les stagiaires accompagnés dans notre filière CISP en 2024, un tiers (n=58) percevait des allocations de chômage. Cette proportion varie fortement selon la nationalité : 60% des stagiaires belges inscrits en CISP étaient chômeurs complets indemnisés, contre seulement 16% des stagiaires étrangers.



Mars 2024 - Exposition au TAMAT (Musée de la Tapisserie et des Arts Textiles de la Fédération Wallonie-Bruxelles)

